

LE PRESIDENT DE LA TRANSITION,
PRESIDENT DU FASO,
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,

- VU la Constitution ;
VU la Charte de la Transition ;
VU le décret n°2014-001/PRES-TRANS du 18 novembre 2014 portant nomination du Premier ministre ;
VU le décret n° 2015-892/PRES-TRANS/PM du 19 juillet 2015 portant remaniement du Gouvernement ;
VU la loi n°020-2013/AN du 23 mai 2013 portant régime juridique du partenariat public-privé au Burkina Faso ;
VU le décret n° 2015-985/PRES-TRANS/PM/SGG-CM du 17 août 2015 portant attributions des membres du Gouvernement ;
VU le décret n° 2015-989/PRES-TRANS/PM/MEF du 17 août 2015 portant organisation du Ministère de l'Economie et des Finances ;
VU le décret n°2014-024/PRES/PM/MEF du 03 février 2014 portant modalités d'application de la loi n°020-2013/AN du 23 mai 2013 portant régime juridique du partenariat public-privé au Burkina Faso ;

Sur rapport du Ministre de l'Economie et des Finances ;

Le Conseil des Ministres de la Transition entendu en sa séance du 14 août 2015 ;

DECRETE

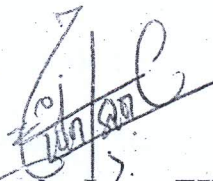
Article 1: Est adopté le programme de projets de partenariat public-privé 2015 au Burkina Faso dont le document est joint en annexe au présent décret.

Article 2 : Est abrogée toute disposition antérieure contraire, notamment le décret n°2014-762/PRES/PM/MEF du 16 septembre 2014 portant adoption du programme de projets de partenariat public-privé 2014.

Article 3 : Le Ministre de l'Economie et des Finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel du Faso.

Ouagadougou, le 07 octobre 2015

Le Premier Ministre


Yacouba Isaac ZIDA



Le Ministre de l'Economie et des
Finances


Jean Gustave SANON

BURKINA FASO

UNITE-PROGRES-JUSTICE



PROGRAMME DE PROJETS DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE 2015



AVANT-PROPOS



La vision des premières autorités du pays est de faire du Burkina Faso à l'horizon 2025 une nation solidaire, de progrès et de justice qui consolide son respect sur la scène internationale. Cette vision se décline à travers l'adoption périodique d'un référentiel national de développement. Celui actuellement en cours est la Stratégie de croissance accélérée et de développement durable (SCADD) qui couvre la période 2011-2015.

Le Gouvernement reconnaît que la réalisation de cette stratégie ambitieuse appelle l'accroissement substantiel du volume des ressources financières et techniques à mobiliser aussi bien au niveau interne qu'externe pour financer les priorités stratégiques nationales et sectorielles en termes d'investissement.

Répondre aux besoins importants d'investissement retenus dans la SCADD devient un défi majeur que le Gouvernement burkinabè travaille à relever à travers la prospection des possibilités de financement des infrastructures et services publics par voie de partenariat public-privé (PPP).

Le programme de projets de partenariat public-privé dénommé « Programme PPP » définit l'ensemble des projets du Gouvernement autorisés à être exécutés en PPP au titre d'une année donnée au regard de leurs caractères structurants à même d'avoir des effets certains sur les conditions de vie des populations.

Pour son élaboration, un mécanisme a été initié afin (i) de recueillir des informations sur les projets prioritaires auprès des départements ministériels et (ii) de procéder à leur sélection selon les principaux critères ci-après :

- ✓ l'inscription du projet au programme prioritaire du Gouvernement ;
- ✓ la nature du projet (productif, structurant) ;
- ✓ les hypothèses de rentabilité du projet.

Ainsi, le présent document donne l'ensemble des projets de l'année 2015 que le Gouvernement entend exécuter en PPP conformément aux lois et règlements en vigueur au Burkina Faso.

L'adoption du Programme PPP par le Conseil des ministres autorise chaque département ministériel ou autorité publique porteuse d'un projet qui y est inscrit, d'engager le processus de mise en œuvre conformément au régime juridique applicable au PPP au Burkina Faso.

Le Ministre de l'économie et des finances

Jean Gustave SANON



TABLE DES MATIERES

AVANT-PROPOS.....	ii
TABLE DES MATIERES.....	iii
SIGLES ET ABREVIATIONS	iv
INTRODUCTION.....	1
1. Contexte et justification.....	1
2. Objectifs du Programme PPP	2
3. Méthodologie pour l'élaboration du Programme de projets PPP	2
I. PROGRAMME DE PROJETS PPP ET PROJETS PILOTES PPP	4
1. Programme de projets PPP	4
2. Projets pilotes PPP.....	22
II. COUTS ET BESOINS DE FINANCEMENT.....	23
1. Programme de projets PPP	23
2. Projets pilotes PPP.....	24
III. CADRE DE MISE EN ŒUVRE ET SUIVI-EVALUATION	24
1. Initiative du projet	24
2. Financement du projet.....	25
3. Réalisation du projet.....	25
IV. RISQUES MAJEURS ET LEURS ATTENUATIONS	25
1. Absence d'une étude de faisabilité ou d'une évaluation préalable.....	25
2. Absence de comparateur du secteur public	26
CONCLUSION	28
ANNEXES	29

SIGLES ET ABREVIATIONS

AN	Assemblée Nationale
AFD	Agence Française de Développement
APD	Aide Publique au Développement
APS	Avant-Projet Sommaire
DGCOOP	Direction Générale de la Coopération
DGEP	Direction Générale de l'Economie et de la Planification
DGESS	Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles
DP-PPP	Direction de la Promotion du Partenariat Public-Privé
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
MAE-CR	Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Régionale
MARHASA	Ministère de l'Agriculture, des Ressources Hydrauliques, de l'Assainissement et de la Sécurité Alimentaire
MASSN	Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale
MC-CNT	Ministère de la Communication, Chargé des Relations avec le Conseil National de la Transition
MDENP	Ministère du Développement de l'Economie Numérique et des Postes
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MENA	Ministère de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation
MERH	Ministère de l'Environnement et des Ressources Halieutiques
MESS	Ministère des Enseignements Secondaire et Supérieur
MFPTSS	Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Sécurité Sociale
MHU	Ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme
MICA	Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat
MIDT	Ministère des Infrastructures, du Désenclavement et des Transports
MJFPE	Ministère de la Jeunesse, de la Formation Professionnelle et de l'Emploi
MME	Ministère des Mines et de l'Energie
MRA	Ministère des Ressources Animales
MRSI	Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation
MS	Ministère de la Santé
PPP	Partenariat Public-Privé
SCADD	Stratégie de Croissance Accélérée et de Développement Durable

INTRODUCTION

1. Contexte et justification

Le Gouvernement burkinabè a clairement affirmé, dans la Stratégie de croissance accélérée et de développement durable (SCADD 2011-2015), son ambition de réaliser une croissance économique forte, soutenue et de qualité, génératrice d'effets multiplicateurs sur le niveau d'amélioration des revenus, la qualité de vie de la population et soucieuse du respect du principe de développement durable. Pour y parvenir, bon nombre de projets et programmes sont initiés dans les secteurs de la vie économique et sociale.

En raison des besoins de financement considérables qu'implique la réalisation d'une telle ambition, la SCADD privilégie la diversification des sources de financement et compte tirer grandement profit, entre autres, du Partenariat Public-Privé (PPP) pour la réalisation des projets et programmes de développement.

Le PPP apparaît de plus en plus comme une alternative de mobilisation du financement et de l'expertise privés pour la mise en œuvre efficace et crédible des investissements dans les secteurs stratégiques comme les infrastructures (ports, aéroports, voies ferrées, autoroutes, centrales électriques, aménagements hydrauliques etc.), ainsi que dans les secteurs à forte demande en ressources notamment le tourisme, l'agriculture, la santé, l'éducation et la formation professionnelle.

La mobilisation de tels financement et expertise au niveau du privé nécessite des préalables à l'échelle d'un Etat. C'est ainsi que le Gouvernement s'est engagé à mettre en place un cadre juridique et institutionnel en vue de promouvoir le PPP. La mise en place de ce cadre s'est faite par l'adoption en septembre 2011 de la Stratégie de développement du PPP au Burkina Faso et de la loi n°020-2013/AN du 23 mai 2013 portant régime juridique du PPP au Burkina Faso.

Le cadre institutionnel dédié au PPP a connu une avancée significative avec la création en juillet 2012 d'une direction de la promotion du partenariat public-privé (DP-PPP) au sein de la Direction générale de la coopération (DGCOOP) du Ministère de l'économie et des finances (MEF) suivie de l'affectation du personnel en avril 2013.

L'année 2014 a été mise à profit pour l'amélioration du cadre juridique du PPP par l'adoption de plusieurs textes d'application complémentaires à la loi PPP dont les principaux sont : (i) le décret n°2014-024/PRES/PM/MEF du 03 février 2014 portant modalités d'application de la loi n°020-2013/AN du 23 mai 2013 portant régime juridique du partenariat public-privé au Burkina Faso, (ii) le décret n°2014-628/PRES/PM/MEF du 29 juillet 2014 portant création, attributions, composition et fonctionnement de la Commission de partenariat public-privé, (iii) l'arrêté n°2014-0263/MEF/SG/DGCOOP du 28 juillet 2014 portant création, attributions, composition et fonctionnement de la Commission de sélection de partenaires privés pour la réalisation de projets en partenariat public-privé, et (iv) le programme de projets de partenariat public-privé 2014 par décret n°2014-762/PRES/PM/MEF du 16 septembre 2014 portant adoption du programme de projets de partenariat public-privé 2014.

Par ailleurs, des séances de communication sur le PPP ont été également organisées en vue de l'appropriation du cadre juridique et institutionnel actuel et de la diffusion (ventilation) des textes y afférents au profit (i) des agents du MEF, (ii) des Ambassadeurs et Consuls Généraux lors de la XIII^{ème} conférence des Ambassadeurs et Consuls Généraux à Ouagadougou, (iii) des Directions générales des études et des statistiques sectorielles (DGESS) de tous les départements ministériels, (iv) des institutions bancaires et des établissements financiers et (v) des acteurs des Régions des Hauts-Bassins.

Par ailleurs, l'année 2015 sera consacrée à l'adoption des textes d'application complémentaires à la loi, à la poursuite de la formation et à l'appropriation du cadre juridique du PPP par l'ensemble des acteurs nationaux impliqués dans le processus de la commande publique ; toute chose qui nécessitera des efforts supplémentaires en termes de ressources financières pour la préparation et l'instruction des projets PPP.

2. Objectifs du Programme PPP

La Stratégie de développement du PPP adoptée en 2011 a identifié cinq axes stratégiques pour la mise en œuvre du PPP au Burkina Faso. Ces axes, qui déclinent également la démarche à suivre pour cette mise en œuvre, sont : (i) la mise en place des moyens financiers et humains ; (ii) le cadre juridique et institutionnel du PPP ; (iii) l'élaboration d'un programme de projets PPP ; (iv) le lancement de projets pilotes et (v) le retour d'expérience et l'élaboration d'un guide PPP.

Le programme de projets PPP est constitué des projets prioritaires des départements ministériels parmi lesquels sont sélectionnés des projets PPP "pilotes" assortis d'un calendrier de réalisation.

Le programme des projets PPP prend aussi en compte le coût estimatif des projets PPP et les avantages et inconvénients des différentes options possibles. Il est en cohérence avec la SCADD et les politiques sectorielles des différents départements ministériels. Il s'inspire également d'autres travaux et rapports produits pour promouvoir la croissance économique, la compétitivité et la diversification de l'économie.

Les projets de type PPP des autres démembrements de l'Etat peuvent être mis en œuvre en dehors du programme PPP sous réserve que le budget de l'Etat ne soit pas concerné à travers des financements, des garanties ou des traitements exceptionnels au plan fiscal ou douanier, et ce, conformément au cadre juridique du PPP au Burkina Faso.

3. Méthodologie pour l'élaboration du Programme de projets PPP

3.1. Définition du PPP

Aux termes de l'article 2alinéa 6 de la loi n°020-2013/AN du 23 mai 2013 portant régime juridique du partenariat public-privé au Burkina Faso, « le partenariat public-privé est une forme de collaboration qui associe l'autorité publique et une personne physique ou morale de droit privé dans le but de fournir des biens ou des services au public en optimisant les performances respectives des secteurs public et privé afin de réaliser dans les meilleurs délais

et conditions des projets à vocation sociale ou de développement d'infrastructures et de services publics dans le respect des principes d'équité, de transparence, de partage de risques et de viabilité à long terme ». Cette collaboration est généralement régie par un contrat.

Selon l'article 4 de ladite loi, le contrat de partenariat public-privé régit la collaboration entre une autorité publique et une ou plusieurs personnes privées. C'est un contrat par lequel une autorité publique confie à un partenaire privé, pour une période donnée, en fonction de la durée des amortissements ou des modalités de financement retenues, la responsabilité de tout ou partie des phases suivantes d'un projet : (i) la conception des ouvrages ou équipements nécessaires au service public, (ii) le financement, (iii) la construction, (iv) la transformation des ouvrages ou des équipements, (v) l'entretien ou la maintenance, (vi) l'exploitation ou la gestion. Peuvent également être confiées à un partenaire privé dans le cas d'un contrat de partenariat public-privé, d'autres prestations de services concourant à l'exercice par l'autorité publique, de la mission de service public dont elle est chargée.

3.2. Conditions de recours au PPP

Les conditions de recours au PPP sont :

- l'inscription du projet au programme de projets de PPP ;
- l'évaluation préalable du projet.

L'évaluation préalable comporte une analyse comparative de différentes options de réalisation du projet. Cette analyse fait ressortir notamment les coûts-avantages, le partage des risques et les performances. Elle doit également rendre une expertise sur l'économie générale, l'impact du projet de partenariat sur le budget de l'Etat et particulièrement la dette et tenir compte de préoccupations de développement durable notamment les impacts environnemental et social.

3.3. Collecte des données auprès des départements ministériels

Le processus s'est fait de manière participative avec les structures publiques porteuses des projets. Il a débuté en août 2014 avec la tenue d'un atelier sur le thème « *Cadre juridique et institutionnel en matière de partenariat public-privé au Burkina Faso* » animé par la Direction générale de la coopération (DGCOOP) au profit des Directions générales des études et des statistiques sectorielles (DGESS) et des Directions des études et de la planification (DEP) de tous les départements ministériels. L'objectif de cet atelier était de leur donner les rudiments nécessaires pour mieux préparer les projets susceptibles d'être réalisés en PPP.

Il s'en est suivi à partir de janvier 2015 la collecte des données à l'aide d'un canevas sur les projets prioritaires susceptibles d'être réalisés en PPP.

3.4. Priorisation et sélection des projets collectés

La priorisation et la sélection des projets par département ministériel ont été faites en trois étapes.

La première étape a consisté à un arbitrage des projets réalisé par les services techniques de la DGCOOP à partir des critères suivants :

- ✓ le niveau de préparation du projet ;
- ✓ la cohérence du projet avec la SCADD ;
- ✓ l'inscription du projet au programme des projets prioritaires du Gouvernement¹ ;
- ✓ la nature du projet (productif, structurant) ;
- ✓ les hypothèses de rentabilité économique et financière du projet (retour sur investissement sur la base de contrats à paiement par les usagers essentiellement).

La deuxième étape a fait l'objet d'un nouvel arbitrage regroupant les services techniques de la DGCOOP et les représentants des départements ministériels pour préciser le potentiel de chaque projet à être exécuté en PPP et pour partager les résultats de la première étape.

La troisième étape a permis la validation technique des résultats des deux précédentes étapes et la finalisation de l'avant-projet de programme PPP par :

- ✓ le Premier ministre (Département de la gouvernance politique et juridique, Autorité de régulation de la commande publique) ;
- ✓ le Ministère de l'économie et des finances (Secrétariat technique national de la SCADD, Direction générale de la coopération, Direction générale du trésor et de la comptabilité publique, Direction générale de l'économie et de la planification, Direction générale du contrôle des marchés publics et des engagements financiers) ;
- ✓ le Ministère de l'industrie, du commerce et de l'artisanat (Direction générale de la promotion de l'entreprise).

I. PROGRAMME DE PROJETS PPP ET PROJETS PILOTES PPP

1. Programme de projets PPP

Pour le Programme de projets PPP de l'année 2015, le processus de priorisation et de sélection a permis de retenir quarante-huit projets relevant de douze départements ministériels.

La liste des projets retenus par département ministériel est donnée conformément aux tableaux ci-dessous.

¹Burkina Faso, Inventaire des projets et programmes prioritaires 2014.

1.1. Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Régionale

N°	Ministère	Intitulé du Projet	Objectif du projet	Niveau de préparation	Partenaire privé potentiel identifié	Coût total en FCFA	Période
				(Etude de faisabilité)			
1	MAE-CR	Construction du siège du Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Régionale à Ouaga 2000	Contribuer au rayonnement international du Burkina Faso en Afrique et dans le monde	Etude architecturale déjà effectuée et actualisée en 2012	Plusieurs manifestations d'intérêt de privés	16 411 000 000	2015-2018

1.2. Ministère de l'Agriculture, des Ressources Hydrauliques, de l'Assainissement et de la Sécurité Alimentaire

N°	Ministère	Intitulé du Projet	Objectif du projet	Niveau de préparation	Partenaire privé potentiel identifié	Coût total en FCFA	Période
				(Etude de faisabilité)			
1	MARHASA	Projet d'unité de montage de tracteurs agricoles	Contribuer à la modernisation du secteur agricole et à l'intensification des productions agro-sylvo-pastorales.	Etude disponible	Plusieurs manifestations d'intérêt de privés	11 000 000 000	2015-2017
2	MARHASA	Projet de création d'une unité de fabrique d'emballage	Contribuer à la valorisation des déchets issus du papier administratif en le recyclant pour d'autres usages comme les emballages, les sacs	Aucune étude de faisabilité	Aucun	2 000 000 000	2015-2019
3	MARHASA	Mise en place d'une unité de production d'engrais minéraux à base de phosphate naturel	Contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire par un accroissement de la productivité et de la production agricole à travers une utilisation accrue des engrais	Etude de faisabilité disponible	Plusieurs manifestations d'intérêt de privés	19 000 000 000	2015-2024
4	MARHASA	Mise en place d'une société de production de semences agricoles (SO.PRO.S.A)	Améliorer la productivité agricole par la production des semences de base et certifiées de variétés améliorées pour le riz, le maïs et les cultures maraîchères	Etude de faisabilité disponible	Aucun	2 600 000 000	2015-2024
5	MARHASA	Mise en place d'infrastructures de stockage des produits agricoles	Accroître les infrastructures de stockage des produits agricoles au profit des organisations des acteurs	Etude de faisabilité disponible	Aucun	5 000 000 000	2015-2019

N°	Ministère	Intitulé du Projet	Objectif du projet	Niveau de préparation	Partenaire privé potentiel identifié	Coût total en FCFA	Période
				(Etude de faisabilité)			
6	MARHASA	Projet de création d'une Centrale d'approvisionnement des intrants et matériels agricoles (CAIMA)	Contribuer à assurer l'approvisionnement régulier du pays en intrants et matériels agricoles tant en quantité qu'en qualité et à un prix compétitif	Etude de faisabilité disponible	Aucun	263 484 295 000	2015-2019
7	MARHASA	Construction et exploitation d'un centre d'élevage piscicole à l'Autorité de Mise en Valeur du Sourou (AMVS)	Développer la production aquacole en améliorant les rendements et partant des chiffres d'affaires	Etude de faisabilité non disponible	Aucun	1 000 000 000	2015-2016
8	MARHASA	Aménagement hydro agricole et mise en valeur de 1008 ha à Koumbara, dans la Vallée du Sourou	Accroître la production agricole dans la Vallée du Sourou à travers le Partenariat Public-Privé	Etude à actualiser	Aucun	12 000 000 000	2015-2018
9	MARHASA	Réhabilitation de 60 AEPS dans les Régions de la Boucle du Mouhoun et des Hauts Bassins en vue de transférer en délégation de gestion à un privé	Expérimenter la politique tarifaire de l'eau en milieu rural et semi-urbain ainsi que la Stratégie PPP dans le secteur de l'eau et de l'assainissement	Avant-projet sommaire en cours de validation	Aucun	4 271 000000	2015-2017

1.3. Ministère de la Communication, Chargé des Relations avec le Conseil National de la Transition

N°	Ministère	Intitulé du Projet	Objectif du projet	Niveau de préparation	Partenaire privé potentiel identifié	Coût total en FCFA	Période
				(Etude de faisabilité)			
1	MC-CNT	Plan stratégique de développement des Editions Sidwaya	Renforcement des capacités techniques et institutionnelles, et rendre disponible à temps tous les produits et titres Sidwaya sur l'ensemble du territoire et à l'international	Etude de faisabilité actualisée disponible	Néant	11 085 000 000	2016-2018

1.4. Ministère du Développement de l'Economie Numérique et des Postes

N°	Ministère	Intitulé du Projet	Objectif du projet	Niveau de préparation	Partenaire privé potentiel identifié	Coût total en FCFA	Période
				(Etude de faisabilité)			
1	MDENP	Projet Point d'échange Internet du Burkina Faso	Améliorer l'efficacité et l'efficacité et la sécurité du trafic Internet local	Etude de réalisation en cours de finalisation	Opérateurs de téléphonie et fournisseur d'accès Internet nationaux	371 700 000	2015-2016
2	MDENP	Projet backbone national en fibre optique	Contribuer au développement des piliers de la croissance	Etude de faisabilité réalisée. Partenaire technique choisi par l'Etat pour la construction	Opérateurs nationaux de téléphonie	118 371 655 271	2015-2018
3	MDENP	Projet Point d'atterrissage virtuel (PAV)	Mettre à disposition de l'ensemble des acteurs nationaux une bande passante internationale de bonne qualité et à prix abordable	Etude de réalisation en cours	Opérateurs de téléphonie et fournisseur d'accès Internet nationaux	5 350 000 000	2015-2017
4	MDENP	Projet technopôle ou Cyber parc de Ouagadougou	Créer un écosystème favorisant l'émergence d'une société et d'une économie de l'information au Burkina Faso	Lancement en janvier 2014 d'un appel d'offre international pour le recrutement d'un cabinet pour exécuter l'étude de faisabilité	Partenaire non encore identifié	190 070 000 000	2016-2018

1.5. Ministère des Enseignements Secondaire et Supérieur

N°	Ministère	Intitulé du Projet	Objectif du projet	Niveau de préparation	Partenaire privé potentiel identifié	Coût total en FCFA	Période
				(Etude de faisabilité)			
1	MESS	Projet de réalisation de cités de 1000 lits, de restaurants de 500 places et de complexes sportifs et culturels dans les Centres universitaires (CU) de Gaoua et de Dori	Renforcer la fourniture des services sociaux en faveur des étudiants inscrits dans les institutions d'enseignement supérieur publiques ou privées conventionnées du Burkina Faso	Etude de faisabilité disponible depuis 2012	Néant	8 520 000 000	2016-2018
2	MESS	Projet de construction et d'équipement d'une cité universitaire à Koudougou	Renforcer les capacités d'hébergement de l'Université de Koudougou en vue d'améliorer les conditions de vie et d'étude des étudiants.	Etude de faisabilité disponible depuis 2012	Néant	12 500 253 000	2016-2019
3	MESS	Projet de construction et d'équipement d'une cité universitaire à Ouaga II	Renforcer les capacités d'hébergement de l'Université Ouaga II en vue d'améliorer les conditions de vie et d'étude des étudiants	Etude faisabilité disponible depuis 2012	Néant	5 034 473 000	2016-2018

1.6. Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Sécurité Sociale

N°	Ministère	Intitulé du Projet	Objectif du projet	Niveau de préparation	Partenaire privé potentiel identifié	Coût total en FCFA	Période
				(Etude de faisabilité)			
1	MFPTSS	Projet de construction d'un bâtiment (R+2) dans chaque région au profit des Directions Régionales du Travail et de la Sécurité sociale	Renforcer les capacités des 13 Directions Régionales du Travail et de la Sécurité Sociale en infrastructures et en équipements adéquats.	Existence de terrains mais études non faites	Aucun	12 886 835 000	2016-2021
2	MFPTSS	Projet de construction des Instituts régionaux d'Administration (IRA)	Procéder à la déconcentration de l'Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature à travers la mise en place d'IRA dans les 11 autres régions	Etudes faites, Fada construit, Bobo en cours niveau des travaux 30% fondation réalisée	Aucun	19 206 894 356	2013-2023
3	MFPTSS	Projet de construction d'un immeuble (R+6) pour le centre d'éducation ouvrière de Ouagadougou	Promouvoir et renforcer l'éducation ouvrière au Burkina Faso	Etudes non faites	Aucun	2 727 250 000	2015-2017

1.7. Ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme

N°	Ministère	Intitulé du Projet	Objectif du projet	Niveau de préparation	Partenaire privé potentiel identifié	Coût total en FCFA	Période
				(Etude de faisabilité)			
1	MHU	Projet de construction de logements sociaux	Accroître l'offre de logement	Etude de faisabilité faite (A actualiser)	Banque de l'Habitat du Burkina Faso	1 650 000 000	2012-2018
2	MHU	Projets de construction de logements sociaux et économique (technologie indienne)	Accroître l'offre de logement	Etude de faisabilité faite	Plusieurs manifestations d'intérêt de privés	20 957 084 083	2015-2017

1.8. Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat

N°	Ministère	Intitulé du Projet	Objectif du projet	Niveau de préparation	Partenaire privé potentiel identifié	Coût total en FCFA	Période
				(Etude de faisabilité)			
1	MICA	Création d'un port sec multimodal dans l'agglomération de Ouagadougou	Participer à la promotion du commerce extérieur en améliorant les conditions de traitement du fret et en transit au niveau de l'UEMOA	Projet au stade de l'identification dont les études de faisabilité et d'impact environnemental sont à réaliser	Plusieurs manifestations d'intérêt de privés	77 735 611 800	2015-2017
2	MICA	Implantation d'une unité de filature classique à base de coton	Contribuer à la transformation des matières premières locales notamment le coton par la création de plus grande valeur ajoutée et la relance de l'industrialisation dans la région ouest du Burkina Faso.	Etude de faisabilité	Aucun	24 250 000 000	Nd

1.9. Ministère des Infrastructures, du Désenclavement et des Transports

N°	Ministère	Intitulé du Projet	Objectif du projet	Niveau de préparation	Partenaire privé potentiel identifié	Coût total en FCFA	Période
				(Etude de faisabilité)			
1	MIDT	Etudes, contrôle et travaux de construction et de bitumage de l'autoroute Ouagadougou-Yamoussoukro	Améliorer la compétitivité de l'économie nationale	Tronçon Ouaga-Bobo Dioulasso, concernant la phase de l'APS, la version définitive des différents rapports de l'étude de faisabilité est disponible. A l'exception du rapport environnemental, tous les rapports définitifs y relatifs sont disponibles. Pour la phase Avant Projet Détaillé (APD), le contrat est en attente d'approbation. Tronçon Bobo Dioulasso – Banfora-frontière Côte d'Ivoire, l'avis de manifestation d'intérêt a été lancé. Le rapport d'analyse des offres a été validé et l'avis de non objection de l'UEMOA reçu.	Non identifié	1 204 023 314 482	2013-2023
2	MIDT	Projet de construction de l'échangeur du Nord	Réaliser des infrastructures permettant une grande mobilité des personnes et des biens.	Etude disponible	SOGEA SATOM	70 000 000 000	2015-2017

N°	Ministère	Intitulé du Projet	Objectif du projet	Niveau de préparation	Partenaire privé potentiel identifié	Coût total en FCFA	Période
				(Etude de faisabilité)			
3	MIDT	Modernisation, sécurisation des titres de transports et ré-des immatriculation des véhicules	Lutter contre les diverses contrefaçons dont sont l'objet les titres de transports, et donc de mettre diligemment à la disposition des usagers des titres de transport fiables, authentiques, facilement authentifiables, et inimitables, en amoindrissant au minimum les évasions de recette	Etude disponible	Non identifié	14 000 000 000	2015-2020
4	MIDT	Réhabilitation de la voie ferrée	Réaliser les travaux de renouvellement des infrastructures ferroviaires nécessaires à assurer un bon fonctionnement et une pérennisation de l'exploitation des transports ferroviaires entre le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire	Etude disponible	Non identifié	33 800 000 000	Nd
5	MIDT	Interconnexion Burkina-Niger /liaison ferroviaire Ouagadougou-Kaya-Dori-Tera-Niamey	Etendre le réseau ferroviaire dans le pays et vers les pays de la sous-région	Etude en cours de réalisation	Non identifié	450 000 000 000	Nd

N°	Ministère	Intitulé du Projet	Objectif du projet	Niveau de préparation	Partenaire privé potentiel identifié	Coût total en FCFA	Période
				(Etude de faisabilité)			
6	MIDT	Interconnexion ferroviaire Burkina-Ghana	(i) Désengorger le réseau routier des Etats concernés, (ii) réduire considérablement le coût de transport facilitant la fluidité de la circulation des biens et des personnes et favorisant ainsi les échanges commerciaux.	Etude préliminaire disponible	Non identifié	189 400 000 000	Nd
7	MIDT	Interconnexion Burkina-Mali/ liaison Bobo-Sikasso-Bougouni-Bamako	Etendre le réseau ferroviaire dans le pays et vers les pays de la sous-région	Etude d'interconnexion de la CEDEAO disponible	Non identifié	189 677 448 410	Nd

1.10. Ministère des Mines et de l'Energie

N°	Ministère	Intitulé du Projet	Objectif du projet	Niveau de préparation	Partenaire privé potentiel identifié	Coût total en FCFA	Période
				(Etude de faisabilité)			
1	MME	Construction de Pipeline Bolgatanga-Bingo	Maîtriser et faire baisser les coûts de production (industrielle, électricité, transport de frets et de personnes) liés au coût du transport des hydrocarbures dans l'optique d'une meilleure compétitivité de l'économie du pays.	Etude de faisabilité réalisée avril 2015	Plusieurs manifestations d'intérêt de privés	123 683 000 000	2015-2018
2	MME	Etude et construction de la centrale hydroélectrique Bagré-Aval	Garantir une offre permanente d'électricité à moindre coût par accroissement de l'offre de production hydroélectrique du Burkina Faso	Rapport d'étude disponible depuis septembre 2014	Aucun	66 708 000 000	Nd
3	MME	Recrutement d'un Producteur Indépendant d'Electricité (PIE) pour le financement, la construction et l'exploitation d'une centrale thermique diesel de 100 MW	Pour soutenir le défi de la SCADD qui exige la garantie d'une offre permanente d'électricité à moindre coût, le Gouvernement a décidé du recrutement d'un producteur indépendant d'électricité de 100 MW afin d'accroître l'offre de production thermique	Partenaire privé à recruter	L'appel à manifestation d'intérêt (AMI) a été lancé le 17 juillet 2014 déclaré infructueux. Un nouvel AMI a été lancé le 05 décembre 2014 et le dépouillement est en cours	100 000 000 000	2014-2018

N°	Ministère	Intitulé du Projet	Objectif du projet	Niveau de préparation	Partenaire privé potentiel identifié	Coût total en FCFA	Période
				(Etude de faisabilité)			
4	MME	Construction des mini-centrales hydroélectriques de Folonzo, Bon, Bontioli, Gongourou	Mettre en valeur le potentiel énergétique national; réduire la forte dépendance vis-à-vis des hydrocarbures ; promouvoir l'utilisation des énergies renouvelables ; contribuer à la lutte contre les changements climatiques	Financement IDA acquis; processus de recrutement de bureaux d'études pour les études de faisabilité en cours	Partenaires privés non encore identifiés	700 000 000 ²	2015-2017
5	MME	Recrutement de Producteurs Indépendants d'Electricité (PIE) pour le financement, la construction et l'exploitation de cinq centrales solaires photovoltaïques au Burkina Faso	Construire cinq (5) centrales solaires photovoltaïques d'une puissance de 67,5 MWc au Burkina Faso	Phase de négociation	4 partenaires privés identifiés	70 000 000 000	2015
6	MME	Alimentation de la mine de Zinc de Perkoa	Construire une ligne électrique 33kV de Koudougou à Perkoa	Recherche de financement	Nd	1 700 000 000	Nd
7	MME	Renforcement des capacités de production du réseau national interconnecté par la mise en place d'une centrale thermique à Ouagadougou dénommée "Centrale Ouaga Est"	Acquérir et installer clé en main un groupe électrogène de 50 MW fonctionnant au fuel lourd et de type "deux temps" dans la zone Est de Ouaga.	Nd	Nd	40 000 000 000	Nd

² Le montant représente seulement le coût de l'étude du projet.

N°	Ministère	Intitulé du Projet	Objectif du projet	Niveau de préparation	Partenaire privé potentiel identifié	Coût total en FCFA	Période
				(Etude de faisabilité)			
8	MME	Renforcement des capacités de production du réseau national interconnecté par la mise en place d'une centrale thermique de 210 MW à Donsin	Acquérir et installer un groupe électrogène de 210 MW sur le site de la centrale de Donsin et de raccorder l'ensemble du Réseau National Interconnecté.	Nd	Nd	210 000 000 000	A partir de 2015
9	MME	Recrutement de Producteurs Indépendants d'Electricité (PIE) pour le financement, la construction et l'exploitation de deux centrales solaires photovoltaïques au Burkina Faso	Construire deux (2) centrales solaires photovoltaïques d'une puissance de 20 MWc au Burkina Faso	Nd	Nd	20 000 000 000	2017
10	MME	Etudes, financement, construction et exploitation en PIE du barrage hydroélectrique de Arly	Mise en valeur du potentiel hydroélectrique national par l'installation d'une puissance de 920 kW avec un productible annuel de 2,7 GWh pour alimenter le mini réseau de Diapaga, seul resté hors RNI	Etude EDF de 1999 (inventaire des sites hydroélectriques potentiels)	Nd	410000 000 ³	

³ Le montant représente seulement le coût de l'étude du projet.

1.11. Ministère des Ressources Animales

N°	Ministère	Intitulé du Projet	Objectif du projet	Niveau de préparation	Partenaire privé potentiel identifié	Coût total en FCFA	Période
				(Etude de faisabilité)			
1	MRA	Projet d'installation d'un couvoir de production de poussins d'un jour (SOPROP)	Mettre à la disposition des producteurs des poussins d'un jour	Finalisation de l'actualisation de l'étude de faisabilité	Plusieurs manifestations d'intérêt de privés	2 866 000 000	Nd
2	MRA	Projet de réalisation d'un abattoir frigorifique à Bobo Dioulasso (AFB)	L'objectif global est de proposer un plan de construction et d'équipement d'un nouvel abattoir de la ville de Bobo-Dioulasso qui répond aux normes internationales	Finalisation de l'actualisation de l'étude de faisabilité	Aucun	10 000 000 000	2015-2018
3	MRA	Projet d'Installation d'Abattoirs dans les Principales Villes du Burkina Faso (PIAV/BF)	Le projet vise à améliorer les conditions d'abattage d'animaux dans les principales villes du Burkina Faso, afin de disposer pour la population de la viande de qualité, en quantité.	Document de projet disponible	Plusieurs manifestations d'intérêt de privés	7 497 212 232	2014-2016

1.12. Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation

N°	Ministère	Intitulé du Projet	Objectif du projet	Niveau de préparation	Partenaire privé potentiel identifié	Coût total en FCFA	Période
				(Etude de faisabilité)			
1	MRSI	Evaluation clinique et phytoclinique d'un phytomédicament traditionnel du Burkina Faso dénommé Saye et préconisé comme antipaludique	Valider le phytomédicament Saye déjà utilisé	En exécution partiellement	PHYTOFLA	41 000 000	2013-2016
2	MRSI	Projet de renforcement des capacités de production de U-Pharma dans la fabrication de médicaments pour la prise en charge des maladies prioritaires	Contribuer à l'amélioration de l'offre de production de phytomédicaments au profit des populations.	Audit organisationnel, économique et financier réalisé	CAMEG	2 004 000 000	2014-2017
3	MRSI	Projet de culture de plantes médicinales d'intérêt	Approvisionner l'unité de production U-PHARMA en matières premières végétales	Sites identifiés; Parcelle expérimentale disponible	Actionnaires à identifier	1 000 000 000	2015-2017

2. Projets pilotes PPP

Conformément à la Stratégie de développement du PPP adoptée en 2011, un certain nombre de projets est tiré du programme PPP pour faire l'objet de lancement à titre pilote.

A ce titre, cinq (05) projets ont été sélectionnés sur la base de leur niveau de préparation avancée et de leur fort intérêt pour le privé.

La liste des cinq projets pilotes sélectionnés est donnée comme suit :

N°	Ministère	Intitulé du projet	Objectif du projet	Niveau de Préparation (Etude Faisabilité)	Privé identifié	Coût total en FCFA	Période
1	MARHASA	Projet d'unité de montage de tracteurs agricoles	Contribuer à la modernisation du secteur agricole et à l'intensification des productions agro-sylvo-pastorales.	Etude disponible	Plusieurs manifestations d'intérêt de privés	11 000 000 000	2013-2015
2	MICA	Projet de création d'un port sec multimodal de Ouagadougou	Participer à la promotion du commerce extérieur en améliorant les conditions de traitement du trafic burkinabè et en transit, afin de répondre aux enjeux économiques de notre pays et des pays de l'hinterland	Existence d'une étude de pré-faisabilité. Etude de faisabilité en cours de démarrage	Plusieurs manifestations d'intérêt de privés	77 735 611 800	2015 -2017
3	MIDT	Projet de construction de l'échangeur du nord	Réaliser des infrastructures permettant à une grande mobilité des personnes et des biens	Etude disponible	SOGEA SATOM	70000000000	2015-2017
4	MME	Etude et construction de la centrale hydroélectrique Bagré-Aval	Garantir une offre permanente d'électricité à moindre coût par accroissement de l'offre de production hydroélectrique du Burkina Faso	Rapport d'étude disponible	Aucun	66 708 000 000	Nd
5	MME	Recrutement de Producteurs Indépendants d'Electricité (PIE) pour le financement, la construction et l'exploitation de cinq centrales solaires photovoltaïques au Burkina Faso	Construire cinq (5) centrales solaires photovoltaïques d'une puissance de 67,5 MWc au Burkina Faso	Phase de négociation	4 partenaires privés identifiés	70 000 000 000	2015

II. COUTS ET BESOINS DE FINANCEMENT

1. Programme de projets PPP

Le présent programme de projets PPP, d'un coût total estimé à **trois mille six cent cinquante-quatre milliards neuf cent quatre-vingt-treize millions vingt-six mille six cent trente-quatre (3 654 993 026 634) FCFA**, comprend quarante-huit projets émanant de douze départements ministériels. Le tableau suivant présente la répartition des projets par ministère :

Ministères	Nombre de projets en PPP	Coût par Ministère en FCFA
Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Régionale	1	16 411 000 000
Ministère de l'Agriculture, des Ressources Hydrauliques, de l'Assainissement et de la Sécurité Alimentaire	9	320 355 295 000
Ministère de la Communication, Chargé des Relations avec le Conseil National de la Transition	1	11 085 000 000
Ministère du Développement de l'Economie Numérique et des Postes	4	314 163 355 271
Ministère des Enseignements Secondaire et Supérieur	3	26 054 726 000
Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Sécurité Sociale	3	34 820 979 356
Ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme	2	22 607 084 083
Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat	2	101 985 611 800
Ministère des Infrastructures, du Désenclavement et des Transports	7	2 150 900 762 892
Ministère des Mines et de l'Energie	10	633201000 000
Ministère des Ressources Animales	3	20363 212 232
Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation	3	3 045 000 000
Coût total du programme de projets PPP	48	3 654 993 026 634

2. Projets pilotes PPP

Le coût estimatif des projets pilotes PPP issus du programme se chiffre à deux cent quatre-vingt-quinze milliards quatre cent quarante-trois millions six cent onze mille huit cents **(295 443 611 800) FCFA** reparti comme suit par département ministériel :

Ministères	Nombre de projets en PPP	Coût par Ministère en FCFA
Ministère de l'Agriculture, des Ressources Hydrauliques, de l'Assainissement et de la Sécurité Alimentaire	1	11 000 000 000
Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat	1	77 735 611 800
Ministère des Infrastructures, du Désenclavement et des Transports	1	70 000 000 000
Ministère des Mines et de l'Energie	2	136 708 000 000
Coût total des projets pilotes PPP	5	295 443 611 800

III. CADRE DE MISE EN ŒUVRE ET SUIVI-EVALUATION

Le PPP s'inscrit dans le cadre de la sollicitation exprimée par une autorité publique et adressée au privé dans le but de réaliser ensemble des projets en vue de délivrer un service public.

De ce fait, les acteurs de la commande publique ainsi que ceux impliqués depuis l'identification jusqu'à la réalisation des projets restent interpellés dans le processus de mise en œuvre et de suivi-évaluation des projets PPP.

La mise en œuvre des projets en PPP se fait suivant le cycle de vie d'un projet, allant de l'initiative du projet, en passant par le financement du projet, à la réalisation et le suivi-évaluation du projet.

1. Initiative du projet

La solidité des montages contractuels de type PPP est largement tributaire de la qualité des travaux préparatoires préalables au lancement du projet initié par l'autorité publique. Cette phase est d'autant plus cruciale qu'à la différence des autres contrats de la commande publique, les PPP instaurent entre le partenaire privé et l'Etat, des relations sur de longues périodes.

De ce fait, l'initiative de tout projet de type PPP est du ressort de l'autorité publique porteuse du projet (départements ministériels, collectivités territoriales ou autres démembrements de

l'Etat), en tant que maître d'ouvrage du projet à cette phase du projet. Cette phase prend en compte l'identification, la préparation, les évaluations technique et financière ainsi que le choix pour la réalisation du projet en PPP.

La centralisation des projets à inscrire au Programme de projets PPP incombe au ministère chargé des finances. Ces projets font l'objet d'une sélection conformément à la procédure de sélection décrite dans la méthodologie d'élaboration du Programme PPP.

Les projets ainsi inscrits à l'avant-projet de Programme PPP sont soumis à la validation de la Commission de partenariat public-privé avant leur soumission pour adoption au Conseil des ministres.

2. Financement du projet

Une fois le Programme PPP adopté par le Conseil des ministres, l'autorisation est donnée à l'autorité publique porteuse du projet d'entamer la procédure de recherche de financement conformément à la réglementation en matière de PPP au Burkina Faso.

La sélection des partenaires privés aboutit à la conclusion du contrat de PPP qui sera la base pour la réalisation du projet.

3. Réalisation du projet

La réalisation des projets en PPP se fait conformément aux rôles et responsabilités prévus au contrat de PPP. Le suivi de l'exécution du contrat ou du projet incombe en premier lieu à l'autorité publique porteuse du projet. Toutefois, la loi n°020-2013/AN du 23 mai 2013 dispose en son article 3 que « Tout projet de partenariat public-privé est assujéti aux contrôles en vigueur dans les structures publiques ».

En outre, aux termes de l'article 7 alinéa 4 de la loi précitée, « Tout projet exécuté sous forme de partenariat public-privé fait l'objet d'un rapport périodique adressé au ministre chargé des finances ».

IV. RISQUES MAJEURS ET LEURS ATTENUATIONS

1. Absence d'une étude de faisabilité ou d'une évaluation préalable

L'article 9 alinéa 1 de la loi n°020-2013/AN du 23 mai 2013 portant régime juridique du partenariat public-privé au Burkina Faso stipule que : « Le recours au partenariat public-privé donne lieu à une évaluation préalable, réalisée par l'autorité publique concernée avec le concours de la structure chargée de la promotion du partenariat public-privé ». Cette disposition fait obligation à toutes les structures porteuses de projets d'effectuer une étude de faisabilité préalable avant l'exécution.

Les études de faisabilité préalables visent à déterminer les caractéristiques techniques et financières fondamentales d'un projet telles que le choix de l'emplacement, la conception, les types de mise en œuvre possibles, les recettes et le financement. Il sera alors décidé de

poursuivre ou non le projet en fonction de son importance grâce à une évaluation des prévisions relatives au taux interne de rentabilité financière, au taux de rentabilité économique et aux répercussions environnementales et sociales.

L'étude de faisabilité devra permettre à l'autorité publique de bien cerner tous les contours du projet en vue de mieux préparer le processus de contractualisation.

2. Absence de comparateur du secteur public

Pour l'autorité publique qui s'apprête à lancer un projet de PPP, le point essentiel à examiner est celui de l'optimisation du rapport coûts-résultats. Les PPP présentent un certain nombre d'avantages clés qui peuvent permettre d'optimiser le rapport coûts-résultats de l'intervention du secteur public dans le cadre du projet. En premier lieu, les PPP facilitent la mise en œuvre des projets dans les délais et dans les limites du budget. Le principe « pas de rémunération sans service fourni » permet de s'assurer que le partenaire privé est incité à livrer et à exploiter les actifs du projet dans les délais. La maîtrise des dépassements de coûts est souvent renforcée grâce à une meilleure gouvernance générale.

Dans bon nombre de cas, les marchés publics traditionnels se caractérisent par des retards de construction et des dépassements de coûts importants. A cet égard, lorsque les obligations de maintenance tout au long du cycle de vie incombent au partenaire privé, ce dernier est incité à optimiser les dépenses d'investissement et de maintenance pendant la durée du projet. Le partenaire privé est en outre encouragé à trouver un mode de gestion innovant des risques opérationnels associés au projet. En règle générale, le transfert des risques à ceux qui sont le mieux à même de les gérer permet de réduire le coût global des risques liés à un projet. Cette réduction du coût des risques constitue le principal moyen d'optimiser le rapport coûts-résultats du secteur public et, dans le cadre de projets PPP couronnés de succès, elle compense amplement toute augmentation de coût résultant d'un financement par emprunts privés et non par emprunts publics.

L'intérêt du transfert des risques pour le secteur public doit être démontré au cas par cas, pour chaque projet, conformément à une méthodologie adoptée d'un commun accord et généralement désignée par l'expression « Comparateur du secteur public » ou encore « Grille de comparaison avec le secteur public » qui n'est rien d'autre qu'un outil de décision commun et structuré consistant à comparer les coûts et les avantages probables des alternatives possibles de réalisation d'un projet par le calcul de la valeur actualisée nette dans le cas des marchés publics traditionnels et dans celui des PPP.

Toutefois, il faut noter que le recours ou non au comparateur du secteur public ou à tout autre test permettant de mesurer le rapport coûts-résultats du projet ne modifie pas les données fondamentales du projet envisagé dans le choix d'un montage de type PPP.

En tout état de cause, le succès de tout projet en PPP nécessite l'évaluation des intérêts des parties concernées y compris des risques qui y sont associés.

Une gestion prudente des risques est essentielle pour tout projet réalisé par le secteur public. La gestion des risques basée sur l'efficience est, naturellement, la démarche idéale, l'objectif à atteindre.

Ainsi, la façon la plus efficace de déterminer et de quantifier les risques associés au projet est d'effectuer un répertoire des risques. Il convient donc :

- ✓ ***d'identifier les risques*** présents dans chaque catégorie (cadre réglementaire, gouvernance, conception, construction, exploitation, environnement, etc.) ;
- ✓ ***d'évaluer les conséquences des risques*** et la probabilité de leur matérialisation (effet, moment et gravité) ;
- ✓ ***de faire supporter chaque risque*** par la partie au contrat qui est la plus apte à en atténuer les conséquences.

L'essence même d'un partenariat public-privé est le partage des risques. L'information recueillie est inscrite dans un registre des risques. Ce registre est utilisé pour quantifier la valeur des risques retenus par le partenaire public en vertu des diverses options. Cette information est un élément clé de l'analyse de la valeur ajoutée. Le registre des risques permet non seulement de consigner par écrit les risques durant l'étape de préparation du contrat de PPP mais aussi de les surveiller tout au long du cycle de vie du projet.

CONCLUSION

Le présent programme de projets PPP d'un coût total estimé à **trois mille six cent cinquante-quatre milliards neuf cent quatre-vingt-treize millions vingt-six mille six cent trente-quatre (3 654 993 026 634) FCFA** comprend quarante-huit projets émanant de douze départements ministériels dont la mise en œuvre de la plupart permettrait non seulement d'assurer un retour sur investissement mais également d'avoir des effets certains sur l'amélioration des conditions de vie des populations.

Le recours au partenariat public-privé vise à répondre à une contrainte de triple nature. Il s'agit de réaliser des investissements publics dans un contexte de contrainte budgétaire, de bénéficier du savoir-faire et des capacités du privé et de s'assurer d'une répartition optimale des risques entre entité publique et partenaire privé.

Le PPP constitue un mode de réalisation de projets de développement qui a fait ses preuves. Il offre de nombreux avantages aux autorités publiques mais ne sont toutefois pas une panacée pour combler le déficit de la délivrance d'un service public. De plus, il faut savoir qu'il ne convient pas à tous les projets de développement. Avant de choisir le modèle de PPP, il faut s'assurer que celui-ci apporte une valeur ajoutée.

ANNEXES

Annexe 1 : Projets du MAE-CR soumis au MEF pour l'élaboration du Programme PPP 2015

N°	Minist.	Intitulé du Projet	Objectif du projet	Niveau de préparation	Montant en FCFA		Partenaire privé potentiel identifié	Coût total en FCFA	Période	Observations
				(Etude de faisabilité)	Etat	Partenaire privé				
MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION REGIONALE (MAECR)										
1	MAE-CR	Construction du siège du Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Régionale à Ouaga 2000	Contribuer au rayonnement international du Burkina Faso en Afrique et dans le monde	Etude architecturale déjà effectuée et actualisée en 2012	Nd	Nd	Plusieurs manifestations d'intérêt de privés	16 411 000 000	2015-2018	Retenu

Annexe 2 : Projets du MARHASA soumis au MEF pour l'élaboration du Programme PPP 2015

N°	Minist.	Intitulé du Projet	Objectif du projet	Niveau de préparation	Montant en FCFA		Partenaire privé potentiel identifié	Coût total en FCFA	Période	Observations
				(Etude de faisabilité)	Etat	Partenaire privé				
MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES HYDRAULIQUES, DE L'ASSAINISSEMENT ET DE LA SECURITE ALIMENTAIRE (MARHASA)										
1	MARHASA	Projet d’unité de montage de tracteurs agricoles	Contribuer à la modernisation du secteur agricole et à l’intensification des productions agro-sylvo-pastorales.	Etude de faisabilité disponible	Nd	Nd	Plusieurs manifestations d’intérêt de privés	11 000 000 000	2015-2017	Retenu
2	MARHASA	Projet de création d’une unité de fabrique d’emballage	Contribuer à la valorisation des déchets issus du papier administratif en le recyclant pour d’autres usages comme les emballages, les sacs	Aucune étude de faisabilité	Nd	Nd	Aucun	2 000 000 000	2015-2019	Retenu
3	MARHASA	Mise en place d'une unité de production d'engrais minéraux à base de phosphate naturel	Contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire par un accroissement de la productivité et de la production agricole à travers une utilisation accrue des engrais	Etude de faisabilité disponible	Nd	Nd	Plusieurs manifestations d’intérêt de privés	19 000 000 000	2015-2024	Retenu
4	MARHASA	Mise en place d'une société de production de semences agricoles (SO.PRO.S.A)	Améliorer la productivité agricole par la production des semences de base et certifiées de variétés améliorées pour le riz, le maïs et les cultures maraîchères	Etude de faisabilité disponible	Nd	Nd	Aucun	2 600 000 000	2015-2024	Retenu
5	MARHASA	Mise en place d'infrastructures de stockage des produits agricoles	Accroître les infrastructures de stockage des produits agricoles au profit des organisations des acteurs	Etude de faisabilité disponible	Nd	Nd	Aucun	5 000 000 000	2015-2019	Retenu
6	MARHASA	Projet de création d’une Centrale d’approvisionnement des intrants et matériels agricoles (CAIMA)	contribuer à assurer l’approvisionnement régulier du pays en intrants et matériels agricoles tant en quantité qu’en qualité et à un prix compétitif	Etude de faisabilité disponible	Nd	Nd	Aucun	263 484 295 000	2015-2019	Retenu

N°	Minist.	Intitulé du Projet	Objectif du projet	Niveau de préparation	Montant en FCFA		Partenaire privé potentiel identifié	Coût total en FCFA	Période	Observations
				(Etude de faisabilité)	Etat	Partenaire privé				
7	MARHASA	Projet Pilote Gestion des risques agricoles	Contribuer à l'adaptation des activités agro-sylvo-pastorales, face aux risques climatiques et à la volatilité des prix des produits agricoles, en créant un environnement favorable au développement d'un marché privé concurrentiel de produits assurantiels accessibles et adaptés aux besoins des acteurs du secteur rural	Etude de faisabilité non disponible	Nd	Nd	Aucun	2 156 770 500	2015-2017	Non retenu
8	MARHASA	Construction et exploitation d'un centre d'élevage piscicole à l'Autorité de Mise en Valeur du Sourou (AMVS)	Développer la production aquacole en améliorant les rendements et partant des chiffres d'affaires	Etude de faisabilité non disponible	Nd	Nd	Aucun	1 000 000 000	2015-2016	Retenu
9	MARHASA	Mise en place et exploitation d'une unité de prestations agricoles mécanisées	Développer la mécanisation des opérations culturales et post-récolte à travers l'installation d'une unité mécanique de prestations de service.	Etude de faisabilité non disponible	Nd	Nd	Aucun	1 000 000 000	2015-2016	Non retenu
10	MARHASA	Aménagement hydro agricole et mise en valeur de 1008 ha à Koumbara, dans la Vallée du Sourou	Accroître la production agricole dans la vallée du sourou à travers le Partenariat Public-Privé	Etude à actualiser	Nd	Nd	Aucun	12 000 000 000	2015-2018	Retenu
11	MARHASA	Réhabilitation de 60 AEPS dans les Régions de la Boucle du Mouhoun et des Hauts Bassins en vue de transférer en délégation de gestion à un privé	Expérimenter la politique tarifaire de l'eau en milieu rural et semi-urbain ainsi que la Stratégie PPP dans le secteur de l'eau et de l'assainissement	Avant projet sommaire en cours de validation	4 271 000 000	Nd	Aucun	4 271 000 000	2015-2017	Retenu

Annexe 3 : Projets du MASSN soumis au MEF pour l'élaboration du Programme PPP 2015

N°	Minist.	Intitulé du Projet	Objectif du projet	Niveau de préparation	Montant en FCFA		Partenaire privé potentiel identifié	Coût total en FCFA	Période	Observations
				(Etude de faisabilité)	Etat	Partenaire privé				
MINISTERE DE L'ACTION SOCIALE ET DE LA SOLIDARITE NATIONALE (MASSN)										
1	MASSN	Appui institutionnel au Ministère de l'action sociale et de la solidarité nationale	Renforcer les capacités d'intervention des structures centrales et déconcentrées du Ministère de l'action sociale et de la solidarité nationale	Etude de faisabilité faite	1 960 820 000	Nd	Néant	1 960 820 000	2013-2015	Non retenu
2	MASSN	Programme de protection et d'habilitation des personnes et groupes défavorisés et/ou en difficulté	Contribuer à la réduction de la pauvreté à travers la prise en charge des personnes/groupes défavorisés au Burkina Faso.	Etude de faisabilité faite	5 127 850 000	Nd	Néant	5 127 850 000	2014-2018	Non retenu
3	MASSN	Programme d'appui à la promotion socioéconomique des adolescents	Contribuer à la protection sociale et à la promotion socioéconomique des familles et particulièrement celles du milieu rural plus frappées par la pauvreté.	Etude de faisabilité faite	1 178 000 000	Nd	Néant	1 178 000 000	2013-2017	Non retenu
4	MASSN	Programme d'appui pour le renforcement des capacités de formation des personnels de maison	Contribuer à l'amélioration des conditions de vie des adolescents et des familles.	Etude de faisabilité faite	8 230 377 800	Nd	Néant	8 230 377 800	2014-2018	Non retenu
5	MASSN	Une commune rurale, un centre social	Construire dans les 302 communes rurales un service social	Etude de faisabilité faite	4 530 000 000	Nd	Néant	4 530 000 000	2015-2019	Non retenu
6	MASSN	Mettre fin au mariage précoce au Burkina Faso	Augmenter la sécurité humaine des adolescentes de 10 à 19 ans qui sont soit mariées ou courant le risque d'un mariage précoce	Etude de faisabilité faite	5 350 566 062	Nd	Néant	5 350 566 062	2015-2019	Non retenu

Annexe 4 : Projets du MC-CNT soumis au MEF pour l'élaboration du Programme PPP 2015

N°	Minist.	Intitulé du Projet	Objectif du projet	Niveau de préparation	Montant en FCFA		Partenaire privé potentiel identifié	Coût total en FCFA	Période	Observations
				(Etude de faisabilité)	Etat	Partenaire privé				
MINISTERE DE LA COMMUNICATION, CHARGE DES RELATIONS AVEC LE CONSEIL NATIONAL DE LA TRANSITION (MC-CNT))										
1	MC-CNT	Plan stratégique de développement des Editions Sidwaya	Renforcement des capacités techniques et institutionnelles, et rendre disponible à temps tous les produits et titres Sidwaya sur l'ensemble du territoire et à l'international	Etude de faisabilité actualisée disponible	11 085 000 000	Nd	Néant	11 085 000 000	2016-2018	Retenu

Annexe 5 : Projets du MDENP soumis au MEF pour l'élaboration du Programme PPP 2015

N°	Minist.	Intitulé du Projet	Objectif du projet	Niveau de préparation	Montant en FCFA		Partenaire privé potentiel identifié	Coût total en FCFA	Période	Observations
				(Etude de faisabilité)	Etat	Partenaire privé				
MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DES POSTES (MDENP)										
1	MDENP	Projet Point d'échange Internet du Burkina Faso	Améliorer l'efficacité et l'efficience et la sécurité du trafic Internet local	Etude de réalisation en cours de finalisation	Nd	Nd	Opérateurs de téléphonie et fournisseur d'accès Internet nationaux	371 700 000	2015-2016	Retenu
2	MDENP	Projet backbone national en fibre optique	Contribuer au développement des piliers de la croissance	Etude de faisabilité réalisée. Partenaire technique choisi par l'Etat pour la construction	Nd	Nd	Opérateurs nationaux de téléphonie	118 371 655 271	2015-2018	Retenu
3	MDENP	Projet Point d'atterrissage virtuel (PAV)	Mettre à disposition de l'ensemble des acteurs nationaux une bande passante internationale de bonne qualité et à prix abordable	Etude de réalisation en cours	Nd	Nd	Opérateurs de téléphonie et fournisseur d'accès Internet nationaux	5 350 000 000	2015-2017	Retenu
4	MDENP	Projet technopôle ou Cyber parc de Ouagadougou	Créer un écosystème favorisant l'émergence d'une société et d'une économie de l'information au Burkina Faso	Lancement en janvier 2014 d'un appel d'offre international pour le recrutement d'un cabinet pour exécuter l'étude de faisabilité	Nd	Nd	Partenaire non encore identifié	19 070 000 000	2016-2018	Retenu

Annexe 6 : Projets du MENA soumis au MEF pour l'élaboration du Programme PPP 2015

N°	Minist.	Intitulé du Projet	Objectif du projet	Niveau de préparation	Montant en FCFA		Partenaire privé potentiel identifié	Coût total en FCFA	Période	Observations
				(Etude de faisabilité)	Etat	Partenaire privé				
MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE L'ALPHABETISATION (MENA)										
1	MENA	Projet de construction d'infrastructures pour la résorption des classes sous paillote	Améliorer les conditions de travail des élèves et des enseignants par la construction d'infrastructures éducatives en matériaux définitifs	Document de projet disponible	2 053 296 000	35 773 920 000	Néant	37 827 216 000	Dès l'acquisition du financement	Non retenu
2	MENA	Projet de construction de quarante-quatre (44) maisons communautaires de jeunes filles	Améliorer le taux d'accès au post-primaire notamment celui des filles	Document de projet disponible	268 353 860	13 167 693 000	Néant	13 436 046 860	Dès l'acquisition du financement	Non retenu
3	MENA	Une Ecole, un Ordinateur	Doter quinze mille (15000) écoles et CEG de quinze mille (15000) ordinateurs complets de bureau	Document de projet disponible	500 000 000	10 000 000 000	Néant	10 500 000 000	Dès l'acquisition du financement	Non retenu
4	MENA	Réseau Energie et TIC pour l'Education (RETICE)	Contribuer à améliorer la qualité de l'enseignement de base par les Technologies de l'Information et de la Communication	Document de projet disponible	186 000 000	1 098 435 500	Néant	1 284 435 500	Dès l'acquisition du financement	Non retenu

Annexe 7 : Projets du MERH soumis au MEF pour l'élaboration du Programme PPP 2015

N°	Minist.	Intitulé du Projet	Objectif du projet	Niveau de préparation	Montant en FCFA		Partenaire privé potentiel identifié	Coût total en FCFA	Période	Observations
				(Etude de faisabilité)	Etat	Partenaire privé				
MINSTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DES RESSOURCES HALIEUTIQUES (MERH)										
1	MERH	Projet d'Accroissement des Produits Forestiers Non ligneux (PAPFNL)	Accroître les productions en Produits Forestiers Non ligneux de qualité en vue d'améliorer leurs compétitivités sur le marché national et international	A réaliser	155 000 000	1 000 000 000	Néant	1 155 000 000	2016-2020	Non retenu
2	MERH	Projet d'Appui au Développement Durable de la Filière KARITE au Burkina Faso	Améliorer l'exploitation et la gestion du karité afin de contribuer à la mise en œuvre de la Stratégie de croissance accélérée pour le développement durable (SCADD) au Burkina Faso	A réaliser	504 127 500	2 500 000 000	Néant	3 004 127 500	2016-2020	Non retenu
3	MERH	Projet de valorisation des résidus issus de transformation des produits forestiers non ligneux au Burkina Faso	Développer des énergies alternatives, à travers la valorisation des Produits Forestiers Non Ligneux, pouvant contribuer à la réduction des pressions anthropiques sur les ressources forestières et de contribuer à la préservation de la biodiversité	A réaliser	250 000 000	2 250 000 000	Néant	2 500 000 000	2016-2020	Non retenu
4	MERH	Amélioration du Cadre Institutionnel et Réglementaire de l'Exploitation et de la Commercialisation des Produits forestiers Non ligneux	Améliorer le cadre institutionnel et réglementaire de l'exploitation et de la commercialisation des Produits Forestiers Non Ligneux	A réaliser	1 162 247 000	15 000 000 000	Néant	16 162 247 000	2016-2020	Non retenu
5	MERH	Valorisation des Produits Forestiers Non Ligneux et de l'Apiculture pour la Sécurité Alimentaire à l'Est du Pays	Contribuer à la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Promotion et de Valorisation des PFNL et à la mise en œuvre de son plan d'action	A réaliser	56 000 000	600 000 000	Néant	656 000 000	2016-2017	Non retenu

N°	Minist.	Intitulé du Projet	Objectif du projet	Niveau de préparation	Montant en FCFA		Partenaire privé potentiel identifié	Coût total en FCFA	Période	Observations
				(Etude de faisabilité)	Etat	Partenaire privé				
6	MERH	Projet d'appui au développement durable de la filière lianes Saba au Burkina Faso	Contribuer à l'amélioration des moyens d'existence des ménages à travers le développement économique de tous les maillons de la filière Lianes saba et la préservation de la ressource	A réaliser	1 266 000 000	12 000 000 000	Néant	13 266 000 000	2016-2020	Non retenu
7	MERH	Projet de conservation de la biodiversité au Burkina Faso et en Afrique de l'Ouest : lutte contre le braconnage et le trafic illicite de l'ivoire d'éléphants et des espèces sauvages	L'objectif global du projet est de stabiliser la taille de la population d'éléphants de savane par un renforcement des capacités des institutions nationales en charge de la protection de la faune au Burkina Faso et une collaboration sous régionale entre les services forestiers et les administrations frontalières	A réaliser	827 650 000	7 448 850 000	Néant	8 276 500 000	2016-2020	Non retenu
8	MERH	Projet d'Appui au Développement Durable de la Filière Gomme Arabique au Burkina Faso	Nd	Nd	Nd	Nd	Néant	Nd	Nd	Non retenu
9	MERH	Amélioration des revenus des producteurs à travers le développement et la diffusion de variétés d'anacardiens (<i>Anacardium occidentale</i>) à haut rendement de production	Nd	Nd	Nd	Nd	Néant	Nd	Nd	Non retenu

Annexe 8 : Projets du MESS soumis au MEF pour l'élaboration du Programme PPP 2015

N°	Minist.	Intitulé du Projet	Objectif du projet	Niveau de préparation	Montant en FCFA		Partenaire privé potentiel identifié	Coût total en FCFA	Période	Observations
				(Etude de faisabilité)	Etat	Partenaire privé				
MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRE ET SUPERIEUR (MESS)										
1	MESS	Projet de réalisation de cités de 1000 lits, de restaurants de 500 places et de complexes sportifs et culturels dans les Centres universitaires (CU) de Gaoua et de Dori	Renforcer la fourniture des services sociaux en faveur des étudiants inscrits dans les institutions d’enseignement supérieur publiques ou privées conventionnées du Burkina Faso	Etude de faisabilité disponible depuis 2012	Nd	Nd	Néant	8 520 000 000	2016-2018	Retenu
2	MESS	Projet de construction et d’équipement d’une cité universitaire à Koudougou	Renforcer les capacités d’hébergement de l’Université de Koudougou en vue d’améliorer les conditions de vie et d’étude des étudiants.	Etude de faisabilité disponible depuis 2012	Nd	Nd	Néant	12 500 253 000	2016-2019	Retenu
3	MESS	Projet de construction et d’équipement d’une cité universitaire à Ouaga II	Renforcer les capacités d’hébergement de l’Université Ouaga II en vue d’améliorer les conditions de vie et d’étude des étudiants	Etude faisabilité disponible depuis 2012	Nd	Nd	Néant	5 034 473 000	2016-2018	Retenu

Annexe 9 : Projets du MFPTSS soumis au MEF pour l'élaboration du Programme PPP 2015

N°	Minist.	Intitulé du Projet	Objectif du projet	Niveau de préparation	Montant en FCFA		Partenaire privé potentiel identifié	Coût total en FCFA	Période	Observations
				(Etude de faisabilité)	Etat	Partenaire privé				
MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE, DU TRAVAIL ET DE LA SECURITE SOCIALE (MFPTSS)										
1	MFPTSS	Projet de réfection des bourses de travail de Ouagadougou et Bobo Dioulasso et de construction de bourses régionales du travail dans les onze (11) autres régions	Contribuer à l’amélioration des cadres de rencontres des organisations syndicales	Etude architecturales réalisées, travaux réalisés à 40% pour la Bourse de Ouagadougou	1 256 000 000	Nd	Aucun	9 257 968 489	2015-2019	Non retenu
2	MFPTSS	Projet de mise en place du guichet virtuel unique de l’administration publique	Dématérialiser les services publics et rapprocher d’avantage l’administration et les usagers	Plan opérationnel disponible	193 000 000	Nd	Aucun	1 883 000 000	2014-2017	Non retenu
3	MFPTSS	Projet de construction d’un bâtiment (R+2) dans chaque région au profit des Directions Régionales du Travail et de la Sécurité sociale	Renforcer les capacités des 13 Directions Régionales du Travail et de la Sécurité Sociale en infrastructures et en équipements adéquats.	Existence de terrains mais études non faites	Pas de financement pour 2015	Nd	Aucun	12 886 835 000	2016-2021	Retenu
4	MFPTSS	Projet de construction des Instituts régionaux d’Administration (IRA)	Procéder à la déconcentration de l’Ecole Nationale d’Administration et de Magistrature à travers la mise en place d’IRA dans les 11 autres régions	Etudes faites, Fada construit, Bobo en cours niveau des travaux 30% fondation réalisée.	Pas de financement pour 2015	Nd	Aucun	19 206 894 356	2013-2023	Retenu
5	MFPTSS	Projet de construction d’un bâtiment (R+1) pour la conservation des archives de la fonction publique	Renforcer les capacités du Ministère de la fonction publique, du travail et de la sécurité sociale en infrastructures et équipement pour la conservation des archives	Etude à réaliser	Pas de financement pour 2015	Nd	Aucun	782 045 000	2016-2018	Non retenu
6	MFPTSS	Projet de construction d’un immeuble (R+6) pour le centre d’éducation ouvrière de Ouagadougou	Promouvoir et renforcer l’éducation ouvrière au Burkina Faso	Etudes non faites	Pas de financement pour 2015	Nd	Aucun	2 727 250 000	2015-2017	Retenu

Annexe 10 : Projets du MHU soumis au MEF pour l'élaboration du Programme PPP 2015

N°	Minist.	Intitulé du Projet	Objectif du projet	Niveau de préparation	Montant en FCFA		Partenaire privé potentiel identifié	Coût total en FCFA	Période	Observations
				(Etude de faisabilité)	Etat	Partenaire privé				
MINISTERE DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME (MHU)										
1	MHU	Projet de construction de logements sociaux	Accroître l'offre de logement	Etude de faisabilité faite (A actualiser)			Banque de l'Habitat du Burkina Faso	1 650 000 000	2012-2018	Retenu
2	MHU	Projets de construction de logements sociaux et économique (technologie indienne)	Accroitre l'offre de logement	Etude de faisabilité faite	9 707 084 083	11 250 000 000	Plusieurs manifestations d'intérêt de privés	20 957 084 083	2015-2017	Retenu
3	MHU	Construction de la cité d'amitié Burkina-Qatar	Accroitre l'offre de logement	Etude de faisabilité faite	PM	PM	Qatar	PM		Non retenu
4	MHU	Projets d'aménagement des zones inondables de Ouagadougou	Améliorer le cadre de vie des populations	Etude de faisabilité faite	PM	PM	PM	Nd	4 ans	Non retenu

Annexe 11 : Projets du MICA soumis au MEF pour l'élaboration du Programme PPP 2015

N°	Minist.	Intitulé du Projet	Objectif du projet	Niveau de préparation	Montant en FCFA		Partenaire privé potentiel identifié	Coût total en FCFA	Période	Observations
				(Etude de faisabilité)	Etat	Partenaire privé				
MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE L'ARTISANAT (MICA)										
1	MICA	Création d'un port sec multimodal dans l'agglomération de Ouagadougou	Participer à la promotion du commerce extérieur en améliorant les conditions de traitement du fret et en transit au niveau de l'UEMOA	Projet au stade de l'identification dont les études de faisabilité et d'impact environnemental sont à réaliser	Nd	Nd	Plusieurs manifestations d'intérêt de privés	77 735 611 800	2015-2017	Retenu
2	MICA	Mise en place de deux Zones Economiques Spéciales à Ouagadougou et à Bobo-Dioulasso	Diversifier les exportations du Burkina Faso et réussir son insertion dans le commerce sous-régional et international	Etude de faisabilité n'a pas encore été réalisée	Nd	Nd	Aucun	Nd	Nd	Non retenu
3	MICA	Implantation d'une unité de filature classique à base de coton	Contribuer à la transformation des matières premières locales notamment le coton par la création de plus grande valeur ajouté et la relance de l'industrialisation dans la région ouest du Burkina Faso.	Etude de faisabilité	Nd	Nd	Aucun	24 250 000 000	Nd	Retenu

Annexe 12 : Projets du MIDT soumis au MEF pour l'élaboration du Programme PPP 2015

N°	Minist.	Intitulé du Projet	Objectif du projet	Niveau de préparation	Montant en FCFA		Partenaire privé potentiel identifié	Coût total en FCFA	Période	Observations
				(Etude de faisabilité)	Etat	Partenaire privé				
MINISTERE DES INFRASTRUCTURES, DU DESENCLAVEMENT ET DES TRANSPORTS (MIDT)										
1	MIDT	Etudes, contrôle et travaux de construction et de bitumage de l'autoroute Ouagadougou-Yamoussoukro	Améliorer la compétitivité de l'économie nationale	Tronçon Ouaga-Bobo Dioulasso, concernant la phase de l'APS, la version définitive des différents rapports de l'étude de faisabilité est disponible. A l'exception du rapport environnemental, tous les rapports définitifs y relatifs sont disponibles. Pour la phase APD, le contrat est en attente d'approbation. Tronçon Bobo Dioulasso – Banfora-frontière Côte d'Ivoire, l'avis de manifestation d'intérêt a été lancé. Le rapport d'analyse des offres a été validé et l'avis de non objection de l'UEMOA reçu.	Nd	Nd	Non identifié	1 204 023 314 482	2013-2023	Retenu
2	MIDT	Projet de construction de l'échangeur du Nord	Réaliser des infrastructures permettant une grande mobilité des personnes et des biens.	Etude disponible	Nd	Nd	SOGEA SATOM	70 000 000 000	2015-2017	Retenu

N°	Minist.	Intitulé du Projet	Objectif du projet	Niveau de préparation	Montant en FCFA		Partenaire privé potentiel identifié	Coût total en FCFA	Période	Observations
				(Etude de faisabilité)	Etat	Partenaire privé				
3	MIDT	Modernisation, sécurisation des titres de transports et réimmatriculation des véhicules	Lutter contre les diverses contrefaçons dont sont l'objet les titres de transports, et donc de mettre diligemment à la disposition des usagers des titres de transport fiables, authentiques, facilement authentifiables, et inimitables, en amoindrissant au minimum les évasions de recette	Etude disponible	Nd	Nd	Non identifié	14 000 000 000	2015-2020	A retenir
4	MIDT	Réhabilitation de la voie ferrée	Réaliser les travaux de renouvellement des infrastructures ferroviaires nécessaires à assurer un bon fonctionnement et une pérennisation de l'exploitation des transports ferroviaires entre le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire	Etude disponible	Nd	Nd	Non identifié	33 800 000 000	Nd	Retenu
5	MIDT	Interconnexion Burkina- Niger /liaison ferroviaire Ouagadougou-Kaya-Dori-Tera-Niamey	Etendre le réseau ferroviaire dans le pays et vers les pays de la sous-région	Etude en cours de réalisation	Nd	Nd	Non identifié	450 000 000 000	Nd	Retenu
6	MIDT	Interconnexion ferroviaire Burkina- Ghana	(i)Désengorger le réseau routier des Etats concernés, (ii) réduire considérablement le coût de transport facilitant la fluidité de la circulation des biens et des personnes et favorisant ainsi les échanges commerciaux.	Etude préliminaire disponible	Nd	Nd	Non identifié	189 400 000 000	Nd	Retenu
7	MIDT	Interconnexion Burkina-Mali/ liaison Bobo-Sikasso-Bougouni-Bamako	Etendre le réseau ferroviaire dans le pays et vers les pays de la sous-région	Etude d'interconnexion de la CEDEAO disponible	Nd	Nd	Non identifié	189 677 448 410	Nd	Retenu

N°	Minist.	Intitulé du Projet	Objectif du projet	Niveau de préparation	Montant en FCFA		Partenaire privé potentiel identifié	Coût total en FCFA	Période	Observations
				(Etude de faisabilité)	Etat	Partenaire privé				
8	MIDT	Travaux de renforcement et d'élargissement de la rocade Sud-Est du boulevard des Tansoba à Ouagadougou	Fluidifier le trafic dans la ville de Ouagadougou et permettre aux gros porteurs d'avoir accès facilement au port sec de Ouagadougou sans passer par le centre-ville	Etude disponible	Nd	Nd	Non identifié	20 050 000 000	Nd	Non retenu
9	MIDT	Travaux de construction et de bitumage du boulevard périphérique de Ouagadougou	Fluidifier le trafic dans la ville de Ouagadougou	Etude non disponible	Nd	Nd	Non identifié	Nd	Nd	Non retenu

Annexe 13 : Projets du MJFPE soumis au MEF pour l'élaboration du Programme PPP 2015

N°	Minist.	Intitulé du Projet	Objectif du projet	Niveau de préparation	Montant en FCFA		Partenaire privé potentiel identifié	Coût total en FCFA	Période	Observations
				(Etude de faisabilité)	Etat	Partenaire privé				
MINISTERE DE LA JEUNESSE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE L'EMPLOI (MJFPE)										
1	MJFPE	Projet d'appui à la création de petites boulangeries dans les secteurs de la ville de Ouagadougou (PACBO)	Insérer dans le circuit de production des jeunes diplômés désirant s'investir dans l'auto-emploi	Nd	5 383 797 500	4 000 000 000	Bailleurs classiques, Privés	9 383 797 500	2015-2018	Non retenu
2	MJFPE	Programme d'appui à la politique sectorielle d'enseignement et formation techniques et professionnels (PAPS/EFTP)	Elever le niveau de connaissance et de compétences de la population active et, plus particulièrement des jeunes, pour favoriser leur insertion dans les emplois d'aujourd'hui et les métiers porteurs de demain afin de stimuler la connaissance économique et de réduire la pauvreté	Nd	4 591 699 000	11 826 034 600	Coopération luxembourgeoise, AFD, coopération autrichienne, coopération suisse, coopération taïwanaise	16 350 000 000	2012-2016	Non retenu
3	MJFPE	Projet de promotion de l'entreprenariat des jeunes (PPEJ)	Contribuer à l'insertion socio-économique de 2260 jeunes	Termes de références élaborés; modules préparés	516 680 000	Nd	Néant	516 680 000	2015-2016	Non retenu
4	MJFPE	Projet d'augmentation des revenus des travailleurs de l'économie informelle	Augmenter durablement les revenus des travailleurs de l'économie informelle	Inexistence d'une étude de faisabilité	150 000 000	Nd	Néant	150 000 000	mai 2015-décembre 2014	Non retenu
5	MJFPE	Projet de dynamisation des unités économiques informelles	Dynamiser les unités économiques informelles	Inexistence d'une étude de faisabilité	800 000 000	Nd		800 000 000	mars 2015-juillet 2015	Non retenu
6	MJFPE	Programme conjoint amélioration du système de formation professionnelle (PC/ASFP)	Promouvoir au profit des populations des milieux urbain et rural, un accès équitable à un système de formation professionnelle de qualité, diversifié et décentralisé	Nd	4 060 500 000	1 560 500 000	Coopération suisse	4 560 500 000	2013-2016	Non retenu
7	MJFPE	Projet d'acquisition de cinq (05) cars au profit du ministère en charge de la jeunesse (PACMJ)	Doter le MJFPE des moyens de locomotion	Termes de références élaborés	330 000 000	Nd	Néant	330 000 000	mars 2015-octobre 2015	Non retenu

N°	Minist.	Intitulé du Projet	Objectif du projet	Niveau de préparation	Montant en FCFA		Partenaire privé potentiel identifié	Coût total en FCFA	Période	Observations
				(Etude de faisabilité)	Etat	Partenaire privé				
8	MJFPE	Appui aux jeunes de la Région du Plateau Central dans le domaine de l'embouche bovine	Promouvoir l'auto-emploi des jeunes dans le domaine de l'élevage	Termes de références élaborés	15 062 000	Nd	Néant	15 062 000	Nd	Non retenu
9	MJFPE	Projet de formalisation des emplois informels dans les administrations et entreprises publiques et privées	Formaliser les emplois informels dans les administrations et entreprises publiques et privée	Inexistence d'une étude de faisabilité	180 000 000	Nd		180 000 000	2015-2016	Non retenu
10	MJFPE	Projet d'appui au renforcement des capacités des mouvements et associations de jeunesse (PARPDMAJ)	Renforcer les capacités des mouvements et associations de jeunesse	Termes de références élaborés; modules préparés	483 989 000	Nd	Néant	483 989 000	2015-2016	Non retenu
11	MJFPE	Projet de renforcement de l'éducation des jeunes à la citoyenneté et à la culture de la paix (PEJCP)	Renforcer l'éducation des jeunes à la culture de la citoyenneté et de la paix	Termes de références élaborés; modules préparés	141 690 000	Nd	Néant	141 690 000	2015-2016	Non retenu
12	MJFPE	Projet d'appui au fonctionnement des Centres d'écoute et de dialogue des jeunes (PAF/CEDJ)	Contribuer au fonctionnement des Centres d'écoute et de dialogue des jeunes (CEDJ)	Termes de références élaborés; modules préparés	1 303 830 000	Nd	Néant	1 303 830 000	2015-2016	Non retenu
13	MJFPE	Promotion de l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes en milieu rural et urbain	Renforcer les compétences des jeunes et des femmes par des formations qualifiantes et développer l'auto-emploi à travers des projets de haute valeur ajoutée	En cours	300 000 000	1 000 000 000	Tout partenaire intervenant dans le domaine	1 300 000 000	2015-2020	Non retenu
14	MJFPE	Financement de projets des promoteurs	Satisfaire la demande croissante des porteurs de projets	En cours	500 000 000	2 500 000 000	Tout partenaire intervenant dans le domaine	3 000 000 000	2015-2020	Non retenu
15	MJFPE	Identification des agriculteurs à grand potentiel de production pour les doter en matériel de mécanisation	Financer l'achat de gros équipements	En cours	500 000 000	1 500 000 000	Tout partenaire intervenant dans le domaine	2 500 000 000	2015-2020	Non retenu
16	MJFPE	Développement de l'élevage des poules locales en milieu rural	Financer la modernisation de l'élevage de poules locales	En cours	200 000 000	500 000 000	Tout partenaire intervenant dans le domaine	700 000 000	2015-2020	Non retenu

Annexe 14 : Projets du MME soumis au MEF pour l'élaboration du Programme PPP 2015

N°	Minist.	Intitulé du Projet	Objectif du projet	Niveau de préparation	Montant en FCFA		Partenaire privé potentiel identifié	Coût total en FCFA	Période	Observations
				(Etude de faisabilité)	Etat	Partenaire privé				
MINISTERE DES MINES ET DE L'ENERGIE (MME)										
1	MME	Construction de Pipeline Bolgatanga-Bingo	Maîtriser et faire baisser les coûts de production (industrielle, électricité, transport de frets et de personnes) liés au coût du transport des hydrocarbures dans l'optique d'une meilleure compétitivité de l'économie du pays.	Etude de faisabilité réalisée en avril 2015	Nd	Nd	Plusieurs manifestations d'intérêt de privés	123 683 000 000	2015-2018	Retenu
2	MME	Etude et construction de la centrale hydroélectrique Bagré-Aval	Garantir une offre permanente d'électricité à moindre coût par accroissement de l'offre de production hydroélectrique du Burkina Faso	Rapport d'étude disponible depuis septembre 2014	Nd	Nd	Aucun	66 708 000 000	Nd	Retenu
3	MME	Recrutement d'un Producteur Indépendant d'Electricité (PIE) pour le financement, la construction et l'exploitation d'une centrale thermique diesel de 100 MW	Pour soutenir le défi de la SCADD qui exige la garantie d'une offre permanente d'électricité à moindre coût, le Gouvernement a décidé du recrutement d'un producteur indépendant d'électricité de 100 MW afin d'accroitre l'offre de production thermique	Partenaire privé à recruter	Nd	Nd	L'appel à manifestation d'intérêt (AMI) a été lancé le 17 juillet 2014 déclaré infructueux. Un nouvel AMI a été lancé le 05 décembre 2014 et le dépouillement est en cours	100 000 000 000	2014-2018	Retenu
4	MME	Construction des mini-centrales hydroélectriques de Folonzo, Bon, Bontioli, Gongourou	Mettre en valeur le potentiel énergétique national; réduire la forte dépendance vis-à-vis des hydrocarbures ; promouvoir l'utilisation des énergies renouvelables ; contribuer à la lutte contre les changements climatiques	Financement IDA acquis; processus de recrutement de bureaux d'études pour les études de faisabilité en cours	Nd	Nd	Partenaires privés non encore identifiés	Coût de l'étude = 700 000 000	2015-2017	Retenu

N°	Minist.	Intitulé du Projet	Objectif du projet	Niveau de préparation	Montant en FCFA		Partenaire privé potentiel identifié	Coût total en FCFA	Période	Observations
				(Etude de faisabilité)	Etat	Partenaire privé				
5	MME	Recrutement de Producteurs Indépendants d'Electricité (PIE) pour le financement, la construction et l'exploitation de cinq centrales solaires photovoltaïques au Burkina Faso	Construire cinq (5) centrales solaires photovoltaïques d'une puissance de 67,5 MWC au Burkina Faso	Phase de négociation	Nd	Nd	4 partenaires privés identifiés	70 000 000 000	2015	Retenu
6	MME	Alimentation de la mine de Zinc de Perkoa	Construire une ligne électrique 33kV de Koudougou à Perkoa	Recherche de financement	Nd	Nd	Nd	1 700 000 000	Nd	Retenu
7	MME	Renforcement des capacités de production du réseau national interconnecté par la mise en place d'une centrale thermique à Ouagadougou dénommée "Centrale Ouaga Est"	Acquérir et installer clé en main un groupe électrogène de 50 MW fonctionnant au fuel lourd et de type "deux temps" dans la zone Est de Ouaga.	Nd	Nd	Nd	Nd	40 000 000 000	Nd	Retenu
8	MME	Renforcement des capacités de production du réseau national interconnecté par la mise en place d'une centrale thermique de 210 MW à Donsin	Acquérir et installer un groupe électrogène de 210 MW sur le site de la centrale de Donsin et de raccorder l'ensemble du Réseau National Interconnecté.	Nd	Nd	Nd	Nd	210 000 000 000	A partir de 2015	Retenu
9	MME	Recrutement de Producteurs Indépendants d'Electricité (PIE) pour le financement, la construction et l'exploitation de deux centrales solaires photovoltaïques au Burkina Faso	Construire deux (2) centrales solaires photovoltaïques d'une puissance de 20 MWC au Burkina Faso	Nd	Nd	Nd	Nd	20 000 000 000	2017	Retenu
10	MME	Etudes, financement, construction et exploitation en PIE du barrage hydroélectrique de Arly	Mise en valeur du potentiel hydroélectrique national par l'installation d'une puissance de 920 kW avec un productible annuel de 2,7 GWh pour alimenter le mini réseau de Diapaga, seul resté hors RNI	Etude EDF de 1999 (inventaire des sites hydroélectriques potentiels)	Nd	Nd	Nd	Coût de l'étude = 410 000 000	Nd	Retenu

Annexe 15 : Projets du MRA soumis au MEF pour l'élaboration du Programme PPP 2015

N°	Minist.	Intitulé du Projet	Objectif du projet	Niveau de préparation	Montant en FCFA		Partenaire privé potentiel identifié	Coût total en FCFA	Période	Observations
				(Etude de faisabilité)	Etat	Partenaire privé				
MINISTERE DES RESSOURCES ANIMALES (MRA)										
1		Projet de création de la Société de promotion de la filière bétail/viande du Burkina Faso (SOBEVI/BF)	promouvoir la filière bétail-viande dans l'objectif de mieux valoriser les énormes potentialités de l'élevage en général et de cette filière en particulier pour contribuer plus efficacement à l'augmentation des revenus des acteurs et à la croissance économique et social du Burkina Faso à travers l'exportation de la viande de découpe	Finalisation de l'actualisation de l'étude de faisabilité	4 307 098 600	500 000 000	Charcuterie Moderne SARL et quelques promoteurs privés	4 807 098 000	Dès mobilisation du financement	Non retenu
2	MRA	Projet d'installation d'un couvoir de production de poussins d'un jour (SOPROP)	Mettre à la disposition des producteurs des poussins d'un jour	Finalisation de l'actualisation de l'étude de faisabilité	2 766 000 000	100 000 000	Plusieurs manifestations d'intérêt de privés	2 866 000 000	Dès mobilisation du financement	Retenu
3	MRA	Projet de réalisation d'un abattoir frigorifique à Bobo Dioulasso (AFB)	L'objectif global est de proposer un plan de construction et d'équipement d'un nouvel abattoir de la ville de Bobo-Dioulasso qui répond aux normes internationales	Finalisation de l'actualisation de l'étude de faisabilité	10 000 000 000	Nd	Aucun	10 000 000 000	2015-2018	Retenu
4	MRA	Projet de développement de l'élevage laitier dans la zone périurbaine de Ouagadougou (PDEL-ZPO)	Contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire et à la réduction de la pauvreté.	Etude de faisabilité réalisée	2 064 113 260	10 923 289 905	BIB, OPE et secteurs privés	12 987 403 165	2014-2018	Non retenu
5	MRA	Projet de production de vaccin	Nd	Nd	Nd	Nd	Nd	Nd	Nd	Non retenu
6	MRA	Centrale d'Achat de Médicaments Vétérinaires (CAMET)	Nd	Nd	Nd	Nd	Nd	Nd	Nd	Non retenu

N°	Minist.	Intitulé du Projet	Objectif du projet	Niveau de préparation	Montant en FCFA		Partenaire privé potentiel identifié	Coût total en FCFA	Période	Observations
				(Etude de faisabilité)	Etat	Partenaire privé				
7	MRA	Programme National de Biodigesteurs du Burkina Faso (PNB-BF)	renforcer la contribution du secteur de la technologie du biodigester dans l'amélioration des conditions de vie, de la sécurité alimentaire et des revenus des populations rurales à travers l'exploitation des avantages marchands et non marchands du biodigester.	Etude de faisabilité réalisée	3 218 216 220	7 531 616 220	Producteurs, ONG	10 749 832 440	2014-2017	Non retenu
8	MRA	Projet d'Installation d'Abattoirs dans les Principales Villes du Burkina Faso (PIAV/BF)	Le projet vise à améliorer les conditions d'abattage d'animaux dans les principales villes du Burkina Faso, afin de disposer pour la population de la viande de qualité, en quantité.	Document de projet disponible	7 497 212 232	Nd	Plusieurs manifestations d'intérêt de privés	7 497 212 232	2014-2016	Retenu

Annexe 16 : Projets du MRSI soumis au MEF pour l'élaboration du Programme PPP 2015

N°	Minist.	Intitulé du Projet	Objectif du projet	Niveau de préparation	Montant en FCFA		Partenaire privé potentiel identifié	Coût total en FCFA	Période	Observations
				(Etude de faisabilité)	Etat	Partenaire privé				
MINISTERE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION (MRSI)										
1	MRSI	Evaluation clinique et phytoclinique d'un phytomédicament traditionnel du Burkina Faso dénommé Saye et préconisé comme antipaludique	Valider le phytomédicament Saye déjà utilisé	En exécution partiellement	Nd	Nd	PHYTOFLA	41 000 000	2013-2016	Retenu
2	MRSI	Projet de renforcement des capacités de production de U-Pharma dans la fabrication de médicaments pour la prise en charge des maladies prioritaires	Contribuer à l'amélioration de l'offre de production de phytomédicaments au profit des populations.	Audit organisationnel, économique et financier réalisé	Nd	Nd	CAMEG	2 004 000 000	2014-2017	Retenu
3	MRSI	Projet de culture de plantes médicinales d'intérêt	Approvisionner l'unité de production U-PHARMA en matières premières végétales	Sites identifiés; Parcelle expérimentale disponible	Nd	Nd	Actionnaires à identifier	1 000 000 000	2015-2017	Retenu

Annexe 17 : Projets du MS soumis au MEF pour l'élaboration du Programme PPP 2015

N°	Minist.	Intitulé du Projet	Objectif du projet	Niveau de préparation	Montant en FCFA		Partenaire privé potentiel identifié	Coût total en FCFA	Période	Observations
				(Etude de faisabilité)	Etat	Partenaire privé				
MINISTERE DE LA SANTE (MS)										
1	MS	Projet "Promotion de la santé dans 130 communes du Burkina Faso"	Contribuer à l'amélioration de la santé des populations des zones concernées	Déjà en phase de mise en œuvre	3 647 080 000	0	Néant	3 647 080 000	Mars 2015-Août 2015	Non retenu